Volet Investissement responsable (IR)

Auteur principal
François Meloche, directeur de l'engagement actionnarial, Aequo

Édition et mise à jour 2024 (1er mars 2024)
Paul Bourget, directeur de projet, CIRANO

CIRANO
Allier savoir et décision

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
partenaire principal

Inclut des extraits de :
Le Québec économique 8 - Le développement durable à l'ère des changements climatiques, sous la direction de Marcelin Joanis et Bernard Sinclair-Desgagné, CIRANO/ PUL, 2019

1. Définition de l'investissement responsable

L'investissement responsable (IR) se définit comme une stratégie d'investissement qui tient compte des facteurs ESG (environnement - social - gouvernance d'entreprise) dans la prise de décisions financières. On peut diviser l'IR en trois grandes stratégies soit le **tamisage**, l'**actionnariat actif** et l'**investissement solidaire**.

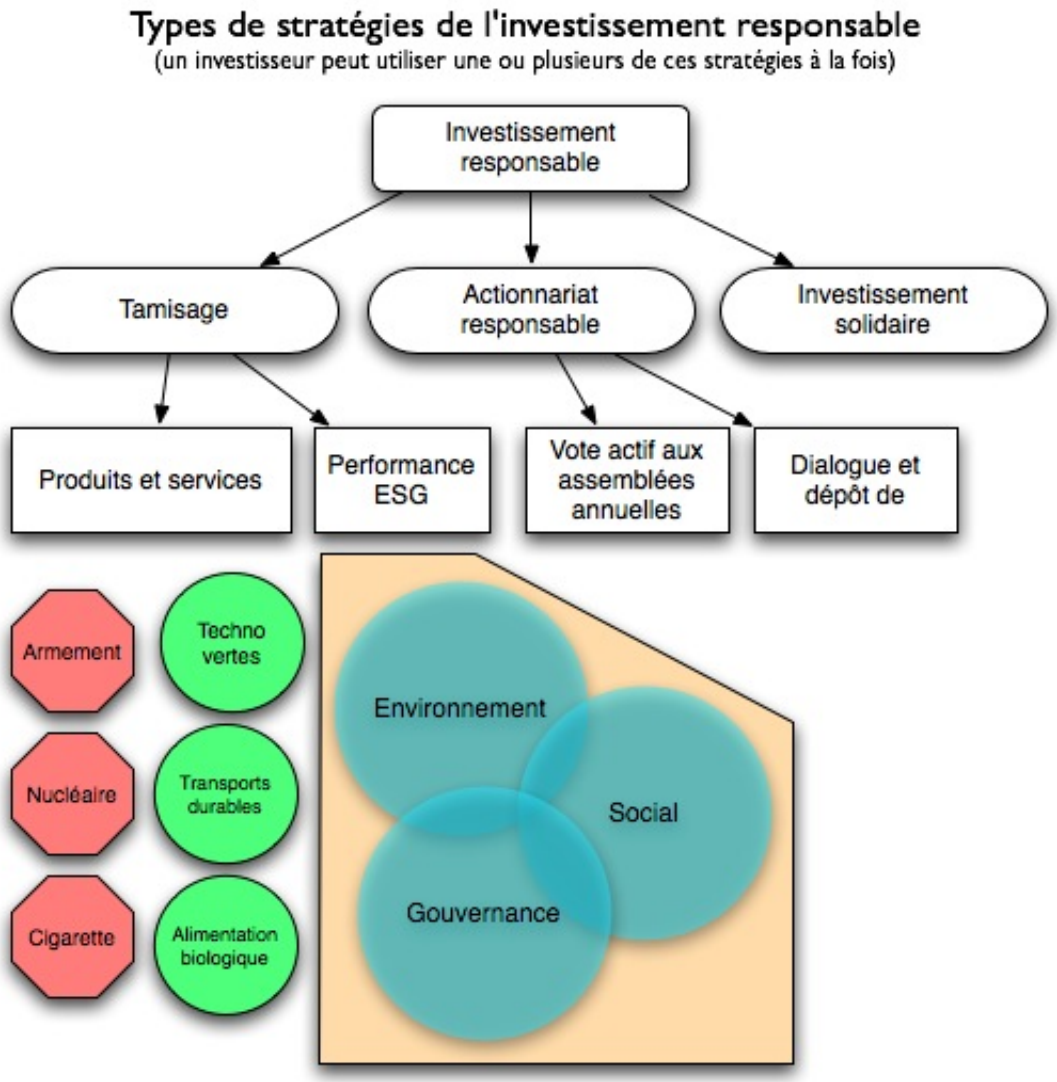
Bien que la plupart des gens s'attendent à ce que l'État réglemente les pratiques du milieu des affaires, les lois sont parfois insuffisantes ou mal appliquées par les agences gouvernementales d'ici et d'ailleurs. Il est alors utile d'avoir d'autres mécanismes de régulation des entreprises. L'investissement responsable est un de ces mécanismes qui s'insère dans le mouvement de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). La RSE s'appuie sur la notion des « parties prenantes »[1.]

2. Stratégies de l'investissement responsable

On identifie trois grandes stratégies de l'IR : le tamisage, l'actionnariat actif et l'investissement solidaire. Ces stratégies sont illustrées à la figure 1.

[1.] Une définition selon le Conference Board du Canada : La responsabilité sociale des entreprises est l'ensemble des relations que la firme entretient avec toutes les parties prenantes: les clients, les employés, la communauté, les actionnaires, les gouvernements, les fournisseurs et les concurrents. Les éléments de la responsabilité sociale incluent l'investissement dans la communauté, les relations avec les employés, la création et le maintien de l'emploi, les préoccupations environnementales et la performance financière.

FIGURE 1 TYPES DE STRATÉGIES DE L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE



A. Le tamisage

Le tamisage vise à éviter certaines entreprises parce que leur pratique ESG est faible ou que leurs produits/services ont un impact jugé négatif sur la société. L'actionnariat actif vise à encourager les entreprises à améliorer leur performance ESG par le dialogue et les propositions d'actionnaires. Finalement, l'investissement solidaire vise à encourager les entreprises, habituellement des PME, dont les produits et services sont particulièrement

bénéfiques à la société. Ces approches n'étant pas exclusives, les investisseurs responsables peuvent pratiquer plus d'une stratégie à la fois.

i) Le tamisage sur la base des produits

Cette stratégie IR vise à éviter certains titres parce qu'ils produisent un produit ou un service qui a un impact environnemental et/ou social négatif. Par exemple, on peut éviter des titres de compagnies qui produisent des cigarettes ou celles qui fabriquent des armes ou de l'équipement militaire. Un tamisage positif consiste habituellement à placer des capitaux auprès d'entreprises qui produisent des biens qui aident à préserver l'environnement comme les énergies renouvelables (solaire, éolien,...) ou les moyens de transports durables (train, vélo,...).

ii) Le tamisage sur la base de la performance ESG

Le tamisage peut aussi viser à favoriser le placement dans les entreprises qui ont une performance ESG (environnement - social - gouvernance d'entreprise) supérieur à celle de leurs concurrents.

Une façon particulière d'appliquer cette stratégie est le le choix de la **meilleure entreprise du secteur**. Si un investisseur veut assurer une certaine diversification dans son portefeuille (ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier), il va investir dans tous les secteurs de l'économie, y compris les plus à risques comme l'exploitation pétrolière ou minière. Un investisseur responsable peut alors adopter une stratégie visant les meilleures entreprises du secteur. Ainsi, il investira dans la pétrolière qui a fait le plus de progrès quant à la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre ou qui a le plus investi dans le développement d'autres formes d'énergie renouvelable comme l'énergie éolienne. Par ailleurs, il évitera les pétrolières qui réduisent le moins leurs émissions.

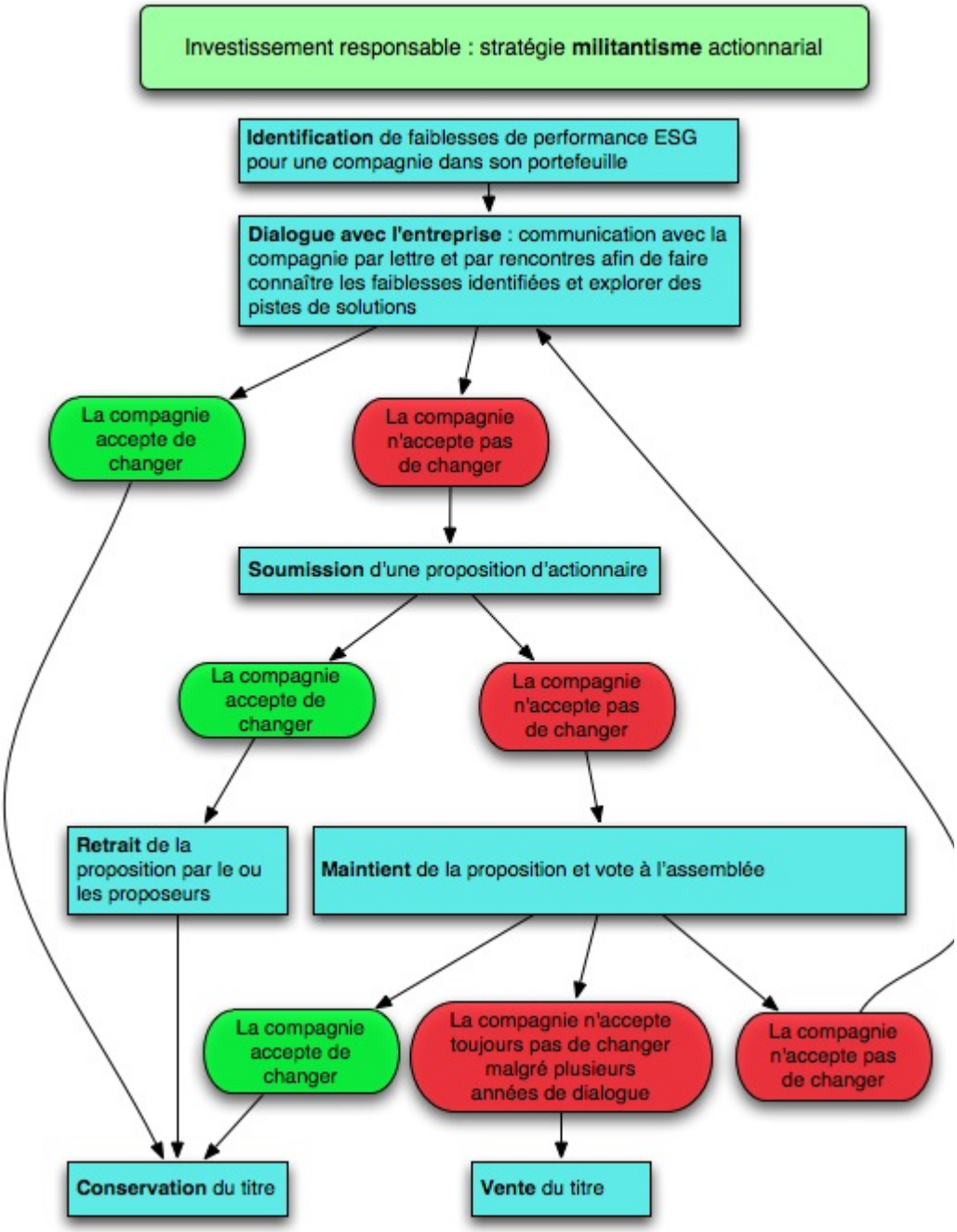
B. L'actionnariat actif (ou militantisme actionnarial)

La deuxième stratégie de l'investissement responsable s'appuie sur le constat que l'on achète une action d'une compagnie, on en devient en fait un « copropriétaires » communément appelé actionnaire. Si l'on peut tirer profit de cette propriété, on accepte aussi d'être responsable des impacts de celle-ci sur la société. Et l'on peut contribuer à ce que l'entreprise réduise son impact et améliore sa performance ESG.

En tant qu'actionnaire, un investisseur, peut communiquer et dialoguer avec l'entreprise pour lui faire part de suggestions afin d'améliorer sa performance. Lorsque l'entreprise refuse de considérer les suggestions, celui-ci peut soumettre une proposition auprès de l'assemblée annuelle d'actionnaires. L'ensemble des actionnaires (parfois plusieurs milliers d'individus) est alors invité à voter pour ou contre cette proposition.

La plupart du temps, les propositions sociales et environnementales ne reçoivent pas une majorité des voix (elles obtiennent généralement entre 5 % et 30 % des votes). Toutefois, les propositions servent à faire connaître un enjeu auprès des autres actionnaires et envoient un message à la direction d'une entreprise l'invitant à modifier ses pratiques et politiques afin de satisfaire une partie de ses actionnaires. La stratégie du militantisme actionnarial est illustrée à la figure 2.

FIGURE 2 STRATÉGIE DU MILITANTISME ACTIONARIAL



Exemple 1

Alcan et pollution en Inde

Des actionnaires d'Alcan ont entretenu pendant plusieurs années un dialogue avec la direction au sujet d'un projet minier controversé en Inde. Alcan prévoyait exploiter une mine de bauxite (matière première pour fabriquer l'aluminium) dans une région habitée par des indiens autochtones. Ces indiens vivants de l'agriculture et de l'élevage craignent qu'une telle installation ne contamine l'eau dont ils ont besoin pour survivre. Le conflit perdure depuis plusieurs années au sujet de ce projet de mine

Les actionnaires d'Alcan ont demandé que l'entreprise leur démontre hors de tout doute que les habitants locaux étaient favorables au projet. Afin d'en faire la preuve, les actionnaires ont demandé à Alcan d'envoyer une mission de spécialistes indépendants qui pourraient constater sur place le niveau d'acceptabilité du projet. N'ayant pas de réponse positive d'Alcan, les actionnaires ont soumis une proposition lors de l'assemblée de 2006. La proposition a été appuyée par 36 % des voies, un record pour une telle proposition. L'année suivante Alcan s'est retiré du projet controversé. Même si ce n'est pas exactement ce qu'ils demandaient, cet exemple démontre le pouvoir d'influence des actionnaires

C. L'investissement solidaire

Les investissements solidaires visent à financer (par des placements et des prêts) des entreprises qui offrent qui contribuent à la justice sociale et l'équité. Un exemple d'investissement solidaire est un prêt à une entreprise de réinsertion qui emploie des personnes démunies et les forme afin qu'ils puissent ensuite se trouver un emploi. Un autre exemple, serait un investissement dans une compagnie d'importation de café équitable (qui achète directement le café des producteurs à un meilleur prix). Ces investissements se font directement dans les entreprises et sont donc plus risqué qu'un placement à la bourse. Mais l'investisseur valorise le rendement social au même titre que le rendement financier.

3. Quelques éléments d'histoire[2]

Nés à l'initiative des congrégations religieuses et portés plus largement par les mouvements sociaux par la suite (écologistes, pacifistes, etc.), investissements responsables représentaient en 2020 plus 35 000 milliards de dollars américains, à l'échelle planétaire,

2. Voici des documents consultés pour la rédaction de cette section du guide : Corinne Gendron, Fonds de pension à la Québécoise, Le monde diplomatique, avril 2002 ,: Corinne Gendron, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, ESG UQAM, Envisager la responsabilité sociale dans le cadre des régulations portées par les nouveaux mouvements sociaux économiques, Les cahiers de la Chaire – collection recherche No 01-2002, 2004.Stéphane Mondou , Directeur du marketing , Groupe Option Retraite, L'investissement responsable, pourquoi pas !, Revue Option Retraite - Automne 2004.

selon une étude de Bloomberg Intelligence[3]. L'investissement responsable repose sur des principes de responsabilité sociale des entreprises et l'histoire de ces deux mouvements se tisse sur une même trame.

Les Quakers ont été les premiers à défendre l'éthique en Amérique du Nord alors qu'au XVIIe siècle ils refusaient d'investir dans les armements et le trafic d'esclaves, deux industries immorales mais qui offraient de très bons rendements à ses actionnaires. En 1975, les églises canadiennes ont mis sur pied la fondation Taskforce for Churches and Corporate Responsability (TCCR). Située à Toronto, la TCCR une coalition qui regroupe les plus grandes églises du Canada, a pour mission de promouvoir la responsabilité sociale et écologique auprès des entreprises et des institutions financières canadiennes.

Dans les années 1990, des congrégations religieuses québécoises membres de TCCR décident de mettre en place une association similaire au Québec. Ces communautés religieuses offraient un appui à l'Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec, l'APEIQ.[4] En avril 1999, le TCCR-Québec devient indépendant et change de nom pour le RRSE. Le Regroupement pour la responsabilité sociale et l'équité se donne pour mission de soutenir ses membres, notamment des institutions religieuses, afin de favoriser une gestion responsable des ressources dont ils disposent dans une perspective de justice sociale. Le RRSE veut aussi promouvoir la responsabilité sociale dans les domaines des droits humains, de l'environnement et de l'équité, entre autres auprès des entreprises. [5]

Au cours des années 1990, le mouvement de l'investissement responsable a pris un véritable essor, également relié à l'émergence d'une finance solidaire différentiée selon la région, axée sur les besoins des collectivités, et à de nouveaux acteurs sur la scène financière. Les fonds de travailleurs, qui constituent une forme particulière de l'investissement responsable, sont nés à l'initiative de la plus importante centrale, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), qui lança, au milieu des années 1980 un fonds de développement alimenté par les contributions volontaires des travailleurs, dans le cadre d'un régime complémentaire de retraite privé, le Fonds de solidarité.

3. Source : Bloomberg Intelligence

4. Fondé en 1995 par Yves Michaud, l'APEIC est devenu en 2005 le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires- MEDAC

5. www.rrse.org

Aujourd'hui, les Principes de l'investissement responsable des Nations Unies[6] sont appliqués de façon volontaire par 150 institutions en provenance de plus de 20 pays et gérant des actifs évalués à cinq mille milliards de dollars américains. On y retrouve entre autres la Caisse des dépôts et consignations de France, le *BT Pension Scheme* de Grande-Bretagne, le *Norwegian Government Pension Fund* et le fonds des employés du secteur public de la Californie (CAlPERS). Le Groupe Investissement Responsable est aussi signataire de la déclaration. Cette firme-conseil québécoise outille les investisseurs afin qu'ils soient informés du comportement social et environnemental des entreprises et qu'ils en favorisent l'amélioration constante.

Selon les données compilées par l'Association Investissement Responsable, un organisme qui suit l'évolution de cette tendance au Canada, la part des actifs financiers, gérés par des investisseurs professionnels, qui est placée en s'inspirant des principes de l'investissement responsable a connu un essor considérable en passant de 3% en 2002 pour atteindre 62%, à la fin de 2019. C'est donc une épargne globale de 3200 milliards de $ que les Canadiens détiennent dans des actifs financiers responsables[7].

En février 2013, on a lancé Montréal le Réseau des signataires PRI Québec, un regroupement d'investisseurs institutionnels et de fournisseurs de services à l'industrie des services financiers. Le sigle PRI correspond à *Principles for Responsible Investment*, ou principes pour l'investissement responsable. Ce regroupement comprend 25 signataires ce qui inclut certains des plus importante gestionnaires de fonds québécois. On peut consulter au tableau 1 les énoncés de ces principes de même la liste des 25 signataires au lancement du réseau.

En 2015, l'Organisation des nations unies (ONU) a lancé le programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce programme énonce 17 objectifs de développement durable qu'on visait alors à atteindre au cours des 15 années suivantes.

Voici la liste de ces objectifs de développement durable:

1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

---

6. Les principes pour l'investissement responsable des Nations-Unies (voir : www.unpri.org), issus de la collaboration des acteurs du monde financier, des ONG et des acteurs politiques réunis autour du Programme des Nations-Unies pour l'environnement, Institutions financières ou UNEPFI (voir : www.unepfi.org) et du Global Compact ont été lancés en avril 2006. Ces principes volontaires servent de cadre de référence, incluant des actions potentielles et des critères de performance, visant à intégrer progressivement des considérations ESG dans les décisions d'investissement et de financement. Ils sont considérés comme complémentaires aux principes énoncés dans le Pacte Mondial (voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_mondial), incitant les organisations à inclure dans leurs stratégies et leurs opérations des principes universels relatifs aux droits humains, au droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Ils sont basés entre autres sur la conviction que la performance ESG affecte la performance des investissements.

7. https://www.riacanada.ca/fr/linvestissement-responsable/
(Note : les données de ce guide sont tirées de la version anglaise du site, plus récentes que celles de la version française)

TABLEAU 1 RÉSEAU DES SIGNATAIRES PRI QUÉBEC

Énoncés des principes	• Nous prendrons en compte les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans les processus d'analyse et de décision en matière d'investissements. • Nous serons des investisseurs actifs et prendrons en compte les questions ESG dans nos politiques et pratiques d'actionnaires. • Nous demanderons aux entités dans lesquelles nous investissons de publier des informations appropriées sur les questions ESG. • Nous favoriserons l'acceptation et l'application des Principes auprès des acteurs de la gestion d'actifs. • Nous travaillerons ensemble pour accroître notre efficacité dans l'application des Principes. • Nous rendrons compte individuellement de nos activités et de nos progrès dans l'application des Principes.
Signataires	Addenda Capital; AlphaFixe Capital; Amundi; Bâtirente; Caisse de dépôt et placement du Québec; Caisse d'économie solidaire Desjardins; Cordiant; Fiera Capital; Fondaction CSN; Fonds de solidarité FTQ; Fonds Desjardins; Gestion FÉRIQUE; Global Alpha Capital Management; Groupe investissement responsable; Hexavest; HR Stratégies; Mercer; Optimum Gestion de Placements; Placements Montrusco Bolton; PBI Conseillers en Actuariat; Presima; Régime de Retraite de l'Université du Québec; Régime de retraite de l'Université de Montréal; Régime des bénéfices autochtones; Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises; SSQ Groupe financier.

3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
12. Établir des modes de consommation et de production durables

13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

17. Renforcer les moyens de mettre en ?uvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Dans le rapport d'étape publié en 2022, le secrétaire-général de l'ONU, António Guterres, se montre inquiet de la possibilité d'atteindre ces objectifs dans le délai fixé et affirme dans son texte d'introduction :

> *Le monde est confronté à des crises et conflits mondiaux en cascade et interdépendants qui mettent en péril les aspirations énoncées dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030*[8].

En novembre 2021, la International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation a annoncé la mise sur pied du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (CNID). Sur le site de l'IFRS, on peut lire ce qui suit au sujet du Conseil:

> *L'objectif de l'ISSB*[9] *est de fournir une base mondiale complète de normes de divulgation liées à la durabilité, afin de fournir aux investisseurs et aux autres acteurs du marché des capitaux des informations sur les risques et les opportunités liés à la durabilité des entreprises, pour les aider à prendre des décisions éclairées*[10].

Lors de la mise sur pied du nouvel organisme, le Ministère des finances du Canada a confirmé qu'un des bureaux centraux du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (CNID) sera situé à Montréal[11]; ce bureau secondera celui de Francfort où sera situé le siège du Conseil et de sa présidence.

La mise sur pied de ce nouvel organisme arrive à point nommé après qu'on ait assisté au cours des dernières années à une prolifération de systèmes de mesures des risques extra-financiers (ESG) produisant fréquemment des évaluations divergentes voire contradictoires.

---

8. Nations Unies, Rapport sur les objectifs de développement durable, 2022 https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/

9. ISSB, soit le sigle anglais du CNID (International Sustainability Standards Board)

10. Site de l'IFRS consulté le 9 mars 2022 (NDLR: traduit de l'anglais).

11. Site du Ministère des Finances du Canada consulté le 9 mars 2022.

Le 13 décembre 2023, dans le cadre d'une initiative pilotée par Finance Montréal, 25 institutions financières opérant au Québec ont lancé un appel à faire avancer l'adoption des normes de l'ISSB comme base de référence mondiale pour la durabilité[12].

L'investissement responsable n'est plus une préoccupation réservée aux congrégations religieuses et aux personnes et groupes très sensibilisés aux questions sociales. Il intéresse une grande partie de la classe professionnelle reliée aux investissements financiers et tous les investisseurs pragmatiques qui saisissent la réelle valeur ajoutée d'un investissement responsable et son impact positif sur la croissance des entreprises.

4. Performance ESG

Les entreprises interagissent avec plusieurs groupes d'individus dans la société que nous nommons ses parties prenantes. Les parties prenantes d'une entreprise sont ses propriétaires (ou actionnaires), ses employés, ses fournisseurs, ses clients, les membres des communautés avoisinant ses installations et finalement la société en générale.

La performance environnement-social-gouvernance d'entreprise (ou ESG) mesure la capacité d'une entreprise à satisfaire l'ensemble de ses parties prenantes. On peut estimer cette performance en tenant compte du risque et de la gestion de ce risque.

$$\text{PERFORMANCE} = \text{RISQUE} + \text{GESTION} \qquad \textbf{(ÉQ 1)}$$

L'investisseur responsable favorise les entreprises qui ont la plus haute performance ESG. Cette performance dépend des risques ESG auxquelles est exposée une entreprise mais aussi de la gestion qu'elle fait de ces risques. Une entreprise polluante pourrait avoir une haute performance ESG pour autant qu'elle minimise cette pollution à court et à long terme.

A. Risques environnementaux (E)

La production de biens et services a dans bien des cas des impacts non-négligeables sur l'environnement. Les activités des entreprises d'extraction de ressources naturelles (pétrole, ressources minérales, forêt, etc.) perturbent les écosystèmes. Les entreprises qui transforment ces ressources ont à leur tour un impact en rejetant des substances toxiques et des déchets dans l'environnement. De plus, ces activités requièrent de l'énergie dont la production entraîne aussi son lot d'impacts. Les problèmes environnementaux peuvent toucher directement les communautés locales (dans le cas d'une papetière qui pollue le cours d'eau d'un village par exemple) et la société en générale (dans le cas d'une usine qui émet des gaz à effet de serre qui contribuent aux changements climatiques planétaires). On parle aussi d'impact environnemental ou sanitaire lorsqu'une entreprise fabrique ou vend un produit qui contient des substances toxiques

12. https://www.finance-montreal.com/fr/actualites-details/le-secteur-financier-quebecois-sengage-a-lissue-de-la-cop28-une-avancee-majeure-vers-une-finance-durable-avec-les-normes-de-lissb

(par exemple les jouets contenant des teneurs de plomb qui dépassent les normes légales).

TABLEAU 2 RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Principaux risques environnementaux touchant les entreprises	Secteurs à risque
Changements climatiques	Pétrole et gaz, électricité, mines et métaux, cimenterie, mines, produits forestiers,...
Contamination, consommation d'eau et pollution de l'air	
Conservation de la biodiversité	

B. Risques sociaux (S)

Les entreprises peuvent avoir un impact négatif sur les employés lorsqu'elles ne respectent pas les normes minimales du travail. Par exemple les travailleurs ont le droit de se regrouper afin de former un syndicat. Ils ont droit à une semaine maximale de travail de 60 heures. Un autre type de risque social est celui des relations avec les communautés; lorsqu'une société minière par exemple, construit une mine à ciel ouvert qui requiert la destruction d'un village, l'utilisation de grande quantité d'eau et la contamination des rivières. Il arrive aussi qu'une entreprise se rende complice de violation des droits humains notamment dans les pays dominés par des régimes répressifs ou aux prises avec un conflit armé. Finalement, les accidents de travail entrent aussi dans cette catégorie de risque.

TABLEAU 3 RISQUES SOCIAUX

Principaux risques sociaux touchant les entreprises	Secteurs à risque
Droits des travailleurs	Manufactures, vêtements, jouets, électroniques
Complicité dans la violation des droits humains	Pétrole et gaz, mines
Relations avec les communautés	Pétrole et gaz, mines

C. Risques en matière de gouvernance d'entreprise (G)

La gouvernance des entreprises fait référence aux relations entre une compagnie et ses actionnaires. En effet, les actionnaires cherchent à mettre en place des mécanismes de gouvernance qui permettent d'aligner leurs intérêts à ceux de l'équipe de direction de leur compagnie. Les actionnaires élisent un conseil d'administration dont le mandat est de diriger en leur nom la stratégie à long terme de la société. Les membres du conseil d'administration exercent, par ce fait, un rôle de contrôle et de surveillance en s'assurant que les intérêts des actionnaires soient protégés.

Les risques de gouvernance incluent les problèmes qui entravent le bon fonctionnement du conseil d'administration et qui empêchent les membres de cet organe de remplir efficacement leur rôle (par exemple, le conflit d'intérêts). Il est préférable que ce conseil soit composé en majorité d'administrateurs indépendants, c'est à dire qui n'entretiennent pas de relations économiques directes avec la compagnie (ex.: ils ne travaillent pas pour elle, n'obtiennent pas de contrat d'elle).

Plusieurs actionnaires désirent aussi une certaine diversité du conseil d'administration, c'est à dire que celui-ci soit composé en partie de femmes et de membres de communautés culturelles.

En plus de l'indépendance et la diversité des administrateurs, plusieurs investisseurs responsables souhaitent que les dirigeants soient rémunérés adéquatement, c'est-à-dire en fonction de leur performance et des normes dans l'industrie. Plusieurs présidents directeurs- généraux (PDG) ont été accusés d'être rémunérés de façon excessive, obtenant des salaires annuels, des bonus et des options qui atteignaient plusieurs millions de dollars.

Finalement, ce type de risque identifie des actes criminels comme les fraudes financières visant à falsifier les résultats d'une entreprise et l'utilisation de paradis fiscaux, ces pays (souvent des petites îles perdues dans l'océan) où les entreprises déclarent leur revenu afin d'éviter de payer des impôts dans les pays où elles mènent effectivement leurs opérations.

TABLEAU 4 RISQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Principaux risques en matière de gouvernance touchant les entreprises	Secteurs à risque
Rémunération excessive du PDG	Les grandes entreprises, tous secteurs confondus
Conseil d'administration composé d'une majorité de membres liés à la direction	les entreprises où la propriété est concentrée chez un individu ou une famille
Paradis fiscaux	Tous les secteurs (surtout les institutions financières)

D. Gestion ESG

Grâce à une bonne gestion des risques ESG, les entreprises peuvent minimiser les impacts négatifs sur les parties prenantes et maximiser leurs impacts positifs. Par exemple, les compagnies peuvent investir dans de nouvelles technologies afin de réduire leurs émissions de polluants. Elles peuvent s'assurer que leurs employés sont bien traités et satisfaits au travail. Elles peuvent consulter les membres d'une communauté avant, pendant et après un projet industriel afin de savoir si ceux-ci sont en accord avec le projet. Elles peuvent lier la rémunération de leur PDG à leur performance financière ainsi que leur performance ESG.

5. Évaluation de la performance ESG

Afin d'évaluer la performance ESG, il importe d'identifier des indicateurs de risque et de gestion ESG tel que le montre le tableau 5. Ces indicateurs varient selon le secteur. Puis, il importe de donner une importance relative à chaque indicateur (pondérer les indicateurs). Par exemple, qu'est ce qui est le plus grave, la pollution de l'air ou le mauvais traitement des employés? Et qu'est-ce qui est le plus souhaitable, l'investissement dans les énergies renouvelables ou la certification environnementale de la coupe forestière?

TABLEAU 5 PERFORMANCE ESG - INDICATEURS

	Exemples d'indicateurs de risques	Indicateurs de gestion	Sources d'information
Environnementaux (E)	*Est ce que la quantité annuelle d'émissions de substances toxiques et de gaz à effet de serre est élevée par rapport aux concurrents?* *Est-ce que des sites naturels et des cours d'eau ont été perturbés par la compagnie?* *Est-ce que l'entreprise a reçu des avis d'infractions et des contraventions environnementales?*	Gestion environnementale ISO 14001 Certification d'aménagement forestier durable (FSC) Investissement dans les énergies renouvelables Production et vente de produits biologiques et équitables	Rapport de l'entreprise sur la responsabilité sociale ou le développement durable Forest Stewardship Council https://www.cdp.net/fr https://planetark.org/ www.pembina.org
Sociaux (S)	*Les conditions de travail des employés et des fournisseurs respectent-elles les normes de l'Organisation internationale du travail?* *Le nombre d'accidents de travail est-il élevé?* *Y a-t-il eu fabrication de produits dangereux ou défectueux?*	Existence d'un code de conduite s'engageant à respecter les droits de travailleurs. Système de vérification de la bonne application de ce code.	Rapport de l'entreprise sur la responsabilité sociale ou le développement durable www.business-humanrights.org www.fairlabor.org https://www.ilo.org/global/topics/lang--fr/index.htm (Organisation internationale du Travail) www.recalls.gov

TABLEAU 5 PERFORMANCE ESG - INDICATEURS (suite)

	Exemples d'indicateurs de risques	Indicateurs de gestion	Sources d'information
Gouvernance (G)	*La rémunération du PDG est-elle excessive par rapport à celle de ses concurrents?* *Le conseil d'administration est-il composé de membres indépendants?* *Y-a-il des femmes au conseil d'administration?*	Existence d'une politique de bonne gouvernance d'entreprise qui oblige une certaine indépendance et diversité du CA	Circulaire de la direction www.sedarplus.ca Proxy statement (DEF 14A) www.sec.gov/edgar

6. Les spécialistes de l'IR

Plusieurs firmes, fonds de placement, indices et autres initiatives permettent de pratiquer l'investissement responsable.

A. Firmes canadiennes d'analyse de la performance ESG

- Groupe investissement responsable: www.gir-canada.com
- Sustainalytics (anciennement Jantzi Research): https://www.sustainalytics.com
- SHARE: www.share.ca/fr
- SHARE propositions d'actionnaires: https://share.ca/services/proxy-voting/
- Aequo, services d'engagement actionarial: https://www.aequo.ca/

B. Fonds canadiens de placements responsables

- Fonds Desjardins Environnement: www.fondsdesjardins.com
- Placements NEI: https://www.placementsnei.com/
- iShares CDN Jantzi Social Index Fund, à la Bourse de Toronto (symbole XEN)
- Placements Mackenzie : https://www.mackenzieinvestments.com
- Fidelity Investments : https://www.fidelity.ca

C. Indices (listes) d'entreprises ou de fonds ayant une bonne performance ESG

- Jantzi Social Index: https://www.sustainalytics.com/jantzi-social-index/
- S&P Global: https://www.spglobal.com/esg/solutions/
- FTSE Russell Sustainable investment indexes: https://www.ftserussell.com
- Indice S&P/TSX 60 à faibles émissions de carbone (TXCA)

TABLEAU 6 PERFORMANCE ESG - EXEMPLES

	Exemple de bonne performance	Exemple de sous-performance
Environnement (G)	**Suncor** Malgré le fait que ses exploitations de sables bitumineux contribuent de façon importante aux changements climatiques, la pétrolière canadienne Suncor investit dans les énergies renouvelables, notamment dans l'énergie éolienne. Par ailleurs, Suncor est parmi les entreprises les plus transparentes en matière d'impact environnemental. Suncor publie annuellement un rapport sur ses interventions en matière de développement durable. https://www.suncor.com/fr-ca/developpement-durable	**ExxonMobil** Malgré ses profits records de 39 milliards $ en 2006 (aucune compagnie américaine n'a jamais obtenu de tels résultats), la plus grande pétrolière du monde refuse d'investir de façon significative dans le développement des énergies renouvelables. De plus, la compagnie commence seulement à reconnaître le problème des changements climatiques alors que d'autres comme Shell recommandent aux gouvernements d'agir pour contrer ce problème.
Société (S)	**The GAP** La plupart des grandes entreprises de production de bien de consommation tel que les vêtements et les jouets, sous-traitent ou font fabriquer leurs produits par des compagnies situées dans des pays en voie de développement ou en émergence, notamment en Chine. Plusieurs cas d'abus des droits des travailleurs continuent d'être répertoriés dans ces usines. Le producteur de vêtement The GAP a été parmi les premières entreprises à adopter un code de conduite qui dicter les normes devant être respectées par les sous-traitants. Le code de The GAP interdit à un sous-traitant de payer un salaire sous le salaire minimum, d'obliger ses employés à travailler plus de 60 heures par semaine, et de discriminer certains employés ; elle l'oblige à offrir au moins une journée de congé par semaine et interdit le travail des enfants. Pour assurer le respect du code, des vérifications doivent être effectuées régulièrement par des organismes indépendants. Pour plus d'information, voir https://www.gapinc.com/en-us/values/sustainability	**Walmart** Walmart est le plus grand détaillant au monde. La grande majorité de son inventaire de produits est fabriqué dans des milliers d'usines situées dans 70 pays en voie de développement, notamment en Chine. Dans plusieurs cas, les conditions de travail y sont en- de-ça des normes internationales du travail. Walmart a adopté un code de conduite pour encadrer les conditions de travail chez ses fournisseurs mais son système de vérification fait défaut. De plus, la forte pression que Wal-Mart exerce sur ses fournisseurs afin de baisser les prix, contribue aux abus des droits des travailleurs qui ont lieu dans ces manufactures. Par ailleurs, Walmart s'oppose activement à la formation de syndicats chez ses propres employés, préférant fermer un magasin où les employés ont décidé de se syndiquer, comme ce fut le cas à Jonquière en 2005.
Gouvernance (G)	**Bell Canada Entreprise, IBM** Selon le classement des entreprises vertes de Sustainanalytics pour 2012, Bell Canada Entreprises obtient la meilleure note pour les entreprises canadienne avec un global de 80, ce qui inclut un score intermédiaire de 83,2 pour la gestion. Parmi les compagnies américaines, IBM obtient un score global de 82,9 et un score intermédiaire de 87 pour la gestion.	**Magna** Le PDG de Magna International, Frank Stronach, a obtenu une rémunération totale de 33 millions de dollars US en 2006 (et de 40 millions en 2005). Il est de loin le PDG canadien le plus payé. Ceci est jugé excessif par de nombreux observateurs.

- Indice S&P/TSX 60 zéro combustible fossile (TXFF)
- Indice S&P/TSX des énergies renouvelables et des technologies propres[13] (TXCT)

- Corporate Knights - les 100 entreprises les plus durables de la planète[14] https://www.corporateknights.com/rankings/global-100-rankings/2024-global-100-rankings/the-20th-annual-global-100/
- Yahoo!Finance. Ce site diffuse les évaluation ESG de Sustainanalytics. Exemple pour CN: https://finance.yahoo.com/quote/CNR.TO/sustainability
- Morningstar. Évaluation ESG pour les fonds négociés en bourse et les fonds gérés activement; exemple pour le Fonds d'actions canadiennes Vision RBC - Série D :
    - Visitez le site de Morningstar : https://www.morningstar.ca/ca/
    - Saisissez le symbole du fonds dans la zone «Recherchez les cotes et le site»[15]: RBF1043
    - Cliquez sur l'onglet «Sustainability» dans la zone d'information sur le fonds

D. Performance ESG = performance financière

La performance ESG est un bon indicateur de bonne gestion. Une entreprise qui reçoit régulièrement des avis d'infraction environnementale ou qui entretient des relations tendues avec ses employés et leur syndicat a probablement un manque de vision à long terme et court un «risque de réputation» c'est à dire un risque que les consommateurs cessent d'acheter les produits, que les agences de réglementation surveillent de plus près la compagnie et que des travailleurs qualifiés cherchant un emploi ne veulent pas se joindre à l'entreprise. En effet, plusieurs études démontrent que les entreprises qui réussissent à minimiser leur impact sur l'environnement et à satisfaire le plus possible leurs parties prenantes sont les plus aptes à avoir une performance positive à long terme.

E. Initiatives de promotion de l'investissement responsable

- Les Principes d'investissement responsables des Nations Unies (www.unpri.org);
- La *Global Reporting Initiative* ou GRI, une norme qui établit des façons de divulguer les données de la performance ESG afin de pouvoir comparer les entreprises entre elles. Plusieurs investisseurs responsables évaluent la performance ESG des entreprises sur la base de leur rapport GRI (voir : www.globalreporting.org et www.corporateregister.com)
- Les *Principes Équateur* sont un engagement pris par les institutions financières visant à intégrer des considérations sociales et environnementales dans le cadre des financements de projet dans les pays en développement (voir : www.equator-principles.com)
- Association pour l'investissement responsable : https://www.riacanada.ca/fr/

13. Voir la composition de cet indice à l'annexe 1.

14. Voir la liste des titres du portefeuille Bourstad faisant partie de 100 entreprises les plus durables à l'annexe 2.

15. En haut à gauche sur l'écran d'un ordinateur.

F. Investissement solidaire

- La Caisse d'économie solidaire Desjardins offre des dépôts à rendement social: https://caissesolidaire.coop/epargnez/placement-a-rendement-social/
- Microcrédit Montréal est un exemple de groupe de micro-crédit: https://microcreditmontreal.ca/

7. Stratégie industrielle et développement durable 1– Les grappes de technologies propres

Dans les 2 dernières sections de ce guide, nous présentons 2 types de stratégie industrielle orientée vers le développement durable. Il s'agit d'extraits de l'ouvrage *Le développement durable à l'ère des changements climatiques* publié par des chercheurs du CIRANO à l'Automne 2019[16].

Dans cette section, nous reproduisons un extrait du chapitre 4 de cet ouvrage intitulé *Grappes, réseaux et compétitivité de l'industrie des technologies propres du Québec*, rédigé par Ekaterina Turkina et Ari Van Assche.

A. Identification des technologies propres.

L'énergie solaire, les biocarburants, les transports et l'énergie éolienne constituent les principaux secteurs des technologies propres sur le plan mondial[17]. Les dernières tendances en matière d'investissement se diversifient toutefois et privilégient la gestion des déchets.

Les technologies propres incluent essentiellement huit catégories clés (voir Figure 3).

B. L'industrie et les grappes de technologies propres au Canada

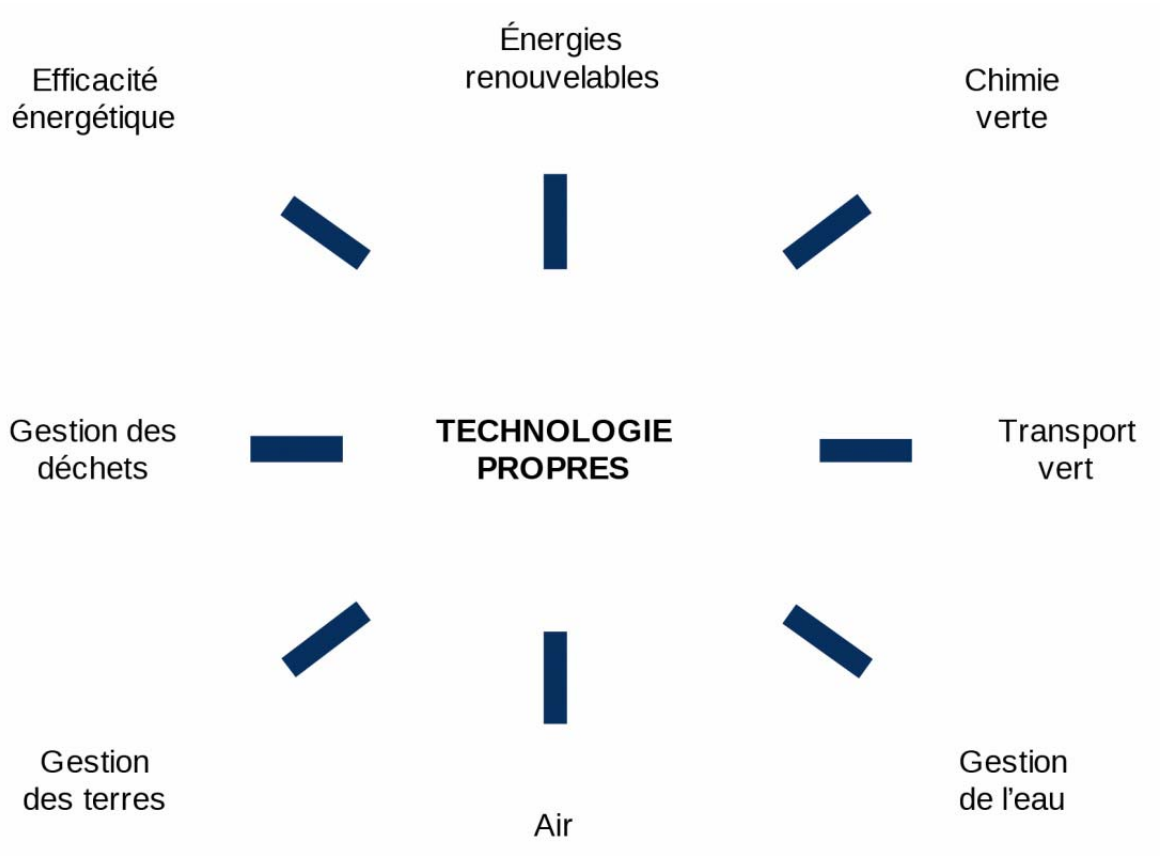
Entre 2013 et 2015, l'industrie canadienne des technologies propres a connu une croissance plus rapide que l'ensemble de l'économie du pays[18]. L'Indice Global Cleantech Innovation classe les pays en fonction de leur potentiel à démarrer de jeunes entreprises de technologies propres qui commercialiseront des innovations de technologies propres au cours des 10 prochaines années. Comme le montre le tableau 7, le Canada s'est toujours classé parmi les chefs de file mondiaux dans le secteur des technologies propres entre 2012 et 2017, en avançant dans le rang. Alors qu'il se classait en 7e place en 2012, il se situe actuellement en 4e place derrière trois pays scandinaves, soit le Danemark, la

16. JOANIS, Marcelin et SINCLAIR-DESGAGNÉ, Bernard, *Le Québec économique 8 - Le développement durable à l'ère des changements climatiques*, en collaboration, CIRANO / Presses de l'Université Laval (PUL), 2019, 411 pages (lien vers la version PDF en libre accès : https://www.pulaval.com/libre-acces/9782763744193)

17. Sustainable Business : https://www.sustainablebusiness.com/2009/01/year-end-reports-on-cleantech-vc-funding-44162/

18. Analytica Advisors : http://analytica-advisors.com/sites/default/files/2017%20Canadian%20Clean%20Technology%20Industry%20Report%20Synopsis%20FINAL.pdf

FIGURE 3 CATÉGORIES DE TECHNOLOGIES PROPRES[a]



a. Source : Écotech Québec

Finlande et la Suède. Le Canada a enregistré des résultats particulièrement solides pour ses technologies propres émergentes. Il se distingue notamment sur le plan de l'entrepreneuriat précoce, où il se retrouve au 2e rang. Quant aux moteurs financiers réservés aux technologies propres, le Canada affiche un score élevé pour le nombre de fonds consacrés aux technologies propres et se crasse même au premier rang en ce qui concerne le montant des fonds disponibles. Cependant, il existe au Canada relativement peu d'organisations et de grappes de technologies propres comparativement aux autres pays du haut du classement. En même temps, il est important de noter que relativement à la taille de la population, le Canada a moins d'habitants par grappe que les États-Unis ou la France. En conséquence, le Canada a un nombre de grappes comparable aux autres chefs de file par rapport à son poids démographique.

TABLEAU 7 TECHNOLOGIES PROPRES - 10 PRINCIPAUX PAYS[a]

Pays	2017	2012
Danemark	1	1
Finlande	2	4
Suède	3	3
Canada	4	7
États-Unis	5	5
Israël	6	2
Royaume-Uni	7	10
Allemagne	8	6
Norvège	9	11
Suisse	10	16

a. Source : Global Cleantech Innovation Index, 2017

Selon la Global Cleantech Cluster Association[19], il existe actuellement 54 grandes grappes de technologies propres dans le monde, principalement concentrées en Amérique du Nord et en Europe. Les États-Unis en comptent 18, la France 3, la Belgique 2 et le Danemark 2. Le Canada, pour sa part, en inclut trois: Écotech Québec (Montréal), GreenTech Exchange (Vancouver) et MaRS Discovery District (Toronto)

8. Stratégie industrielle et développement durable 2– L'économie circulaire

Dans cette dernière section de ce guide, nous présentons une autre stratégie industrielle orientée vers le développement durable. Il s'agit d'un extrait de l'ouvrage *Le développement durable à l'ère des changements climatiques* publié par des chercheurs du CIRANO à l'automne 2019[20].

19. Site de l'organisme : http://www.globalcleantech.org

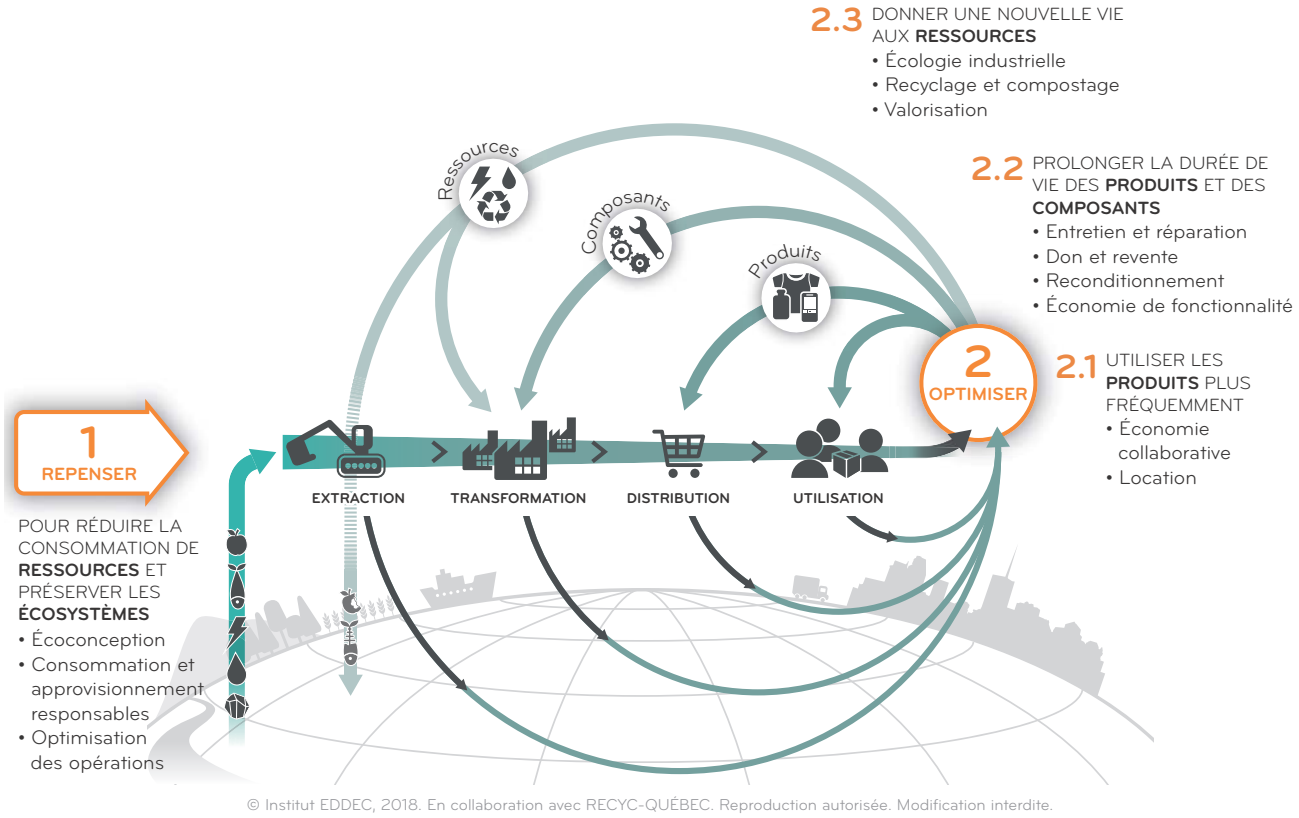
20. JOANIS, Marcelin et SINCLAIR-DESGAGNÉ, Bernard, *Le Québec économique 8 - Le développement durable à l'ère des changements climatiques*, en collaboration, CIRANO / Presses de l'Université Laval (PUL), 2019, 411 pages (lien vers la version PDF en libre accès : https://www.pulaval.com/libre-acces/9782763744193)

Nous reproduisons ci après un extrait du chapitre 6 de cet ouvrage intitulé *Vers une circularisation de l'économie québécoise, occasions et impacts économiques* rédigé par Sarah Teigeiro, Sophie Bernard, Marcelin Joanis et Daniel Normandin.

A. Représentation schématique de l'économie circulaire

La figure 4 est une représentation schématique du concept d'économie circulaire proposée par l'Institut EDDEC (2018). Elle illustre certaines stratégies et outils de mise en œuvre, s'intégrant à toutes les étapes de la chaîne de valeur et reposant entre autres, sur les 3 R : la réduction à la source, la réutilisation et le recyclage.

FIGURE 4 L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE[a]



a. Source : https://www.quebeccirculaire.org/static/strategies-de-circularite.html

B. Quelques stratégies de l'économie circulaire

Cinq stratégies sont décrites et accompagnées d'un exemple d'une organisation au Québec qui a fait l'objet d'une étude de cas dans l'ouvrage *Économie circulaire au Québec: opportunités et impacts économiques* (Teigeiro, Solar-Pelletier, Bernard, Joanis et Normandin,

2018)[21] : l'économie collaborative, l'économie de fonctionnalité, le reconditionnement, le réusinage et la réparation, la symbiose industrielle et le recyclage.

L'**économie collaborative, ou de partage**, propose de consommer des produits et services de manière à optimiser l'utilisation des ressources (Rizos et al., 2017)[22]. Fondée sur la mutualisation des biens, elle fait appel à de nouvelles formes d'organisation du travail et des échanges. Elle s'appuie généralement sur l'usage d'une plateforme numérique qui permet aux consommateurs et aux producteurs d'entrer directement en contact et d'interchanger leurs rôles selon les produits et services offerts. À titre d'exemple, les membres de la coopérative La Remise, située à Montréal, ont accès à une bibliothèque commune d'outils de travail[23].

L'**économie de fonctionnalité**, aussi appelée **économie de performance**, consiste à vendre l'usage d'un produit et non le produit lui-même. C'est donc la logique de la performance du produit, plutôt que sa possession, qui domine, ce qui permet aux manufacturiers de conserver la propriété de leurs biens et de leurs matières premières[24] [25]. Au Québec, comme ailleurs, des modèles d'affaires d'entreprises d'auto partage émergent de ce concept avec l'offre d'usage (au kilométrage ou par unité de temps) de véhicules en libre-service qui est en pleine croissance. Aussi, l'entreprise Xerox, qui offre à sa clientèle un service d'usage de ses photocopieuses, constitue un exemple classique de cette dynamique.

Le r**econditionnement**, le **réusinage** et la **réparation** consistent à remettre à neuf ou en état fonctionnel des produits ou des composantes de produits utilisés, pour leur donner une seconde vie ou prolonger la durée de la première[26]. L'entreprise Piscines et Spas Poseidon réusine et reconditionne des spas usagés pour leur donner une seconde vie. Elle leur ajoute même dans certains cas de nouvelles technologies plus efficaces avant de les remettre en marché. L'industrie automobile, où les activités de reconditionnement et de

---

21. Lien vers ce document : https://www.quebeccirculaire.org/articles/h/economie-circulaire-au-quebec-opportunites-et-impacts-economiques.html

22. Lien vers ce document : https://www.ceps.eu/ceps-publications/circular-economy-review-definitions-processes-and-impacts

23. L'Observatoire de la consommation responsable (OCR) de l'École des Sciences de la Gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en collaboration avec OuiShare Québec, dévoile, en 2016, sur le site du magazine Protégez-vous, la première cartographie de l'économie collaborative au Québec (Delavault, 2016). On y recense pas moins de 170 acteurs - entreprises, OBNL, mouvements citoyens - répartis dans les 16 secteurs d'activité. En 2017, la Ville de Montréal confie à l'lnstitut EDDEC ainsi qu'à l'une de ses unités de recherche membres, le Lab Ville Prospective de l'Université de Montréal, le mandat de dresser une cartographie des initiatives et des acteurs de l'économie circulaire à l'échelle de son territoire. Le rapport, rendu public en 2018, fait état de près de 300 initiatives à l'échelle du territoire de l'agglomération de Montréal (Scherrer, Abrassart, Crahes et Cyr, 2018). Beaulieu, Solar-Pellellier et Joanls (2018), du Groupe de recherche GMT de Polytechnique Montréal, documentent quant à eux 1es enjeux de l'économie collaborative pour les coopératives du Québec.

24. Stahel, W. R. (2010). *The Performance Economy (2e éd.)*, Angleterre: Palgrave MacMillan

25. Stahel, W. R. (2013), *Policy for MateriaI Efficiency - Sustainable Taxation as a Departure from the Throwaway society*, Philosophical Transactions of the Royal Society, 371(1986). 20110567

26. Lieder, M. et Rashid. A (2016). *Towards Circular Economy Implementation: A Comprehensive Review in context of Manufacturing Industry*. Journal of Cleaner production, 115, 36-51

réusinage des pièces sont pratique courante, constitue un exemple commun de ce type de stratégies circulaires, au Québec comme ailleurs.

La **symbiose industrielle** rassemble les entreprises, souvent d'une même zone industrielle, où les résidus ou sous-produits de l'une deviennent les intrants d'une autre. Ce système d'échanges repose surtout, mais pas exclusivement, sur la proximité géographique[27]. Le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI) accompagne le développement de relations de symbiose industrielle et offre plusieurs outils et services favorisant leur déploiement.

Mieux connu du public, le **recyclage** comprend un ensemble d'opérations de transformation des matières recyclables récupérées dans le but d'être réintroduites dans un nouveau cycle de production[28]. L'unité d'affaire de l'entreprise Soleno, Soleno Recyclage, récupère le polyéthylène haute densité (PEHD) pour le recycler et l'utiliser comme matière première dans la fabrication de produits de drainage.

9. Investissement responsable dans une simulation Bourstad

A. Compagnies

La sélection du portefeuille Bourstad comprend un grand nombre d'entreprises qui se démarquent favorablement en qui concerne leur performance ESG :

- La sélection inclut 10 des 12 entreprises qui constituent l'indice S&P/TSX des energies renouvelables et des technologies propres dont on peut consulter la liste à l'annexe 1.
- On y trouve également 25 compagnies parmi celles qui figurent au classement des 100 entreprises les plus durables de la planète; on en retrouve la liste à l'annexe 2.
- Plusieurs autres entreprises obtiennent aussi d'excellentes évaluations à cet égard; par exemple les magasins Canadian Tire obtiennent un score de 17 pour les risques ESG selon Sustainanalytics, ce qui place l'entreprise devant 82% de ses pairs au 18e percentile[29].

B. Fonds

L'investisseur responsable peut aussi opter pour des fonds qui obtiennent un bon score de durabilité :

---

27. Institut Montaigne. (2016). *L'économie circulaire, réconcilier croissance er environnement* (no ISSN 1771-6764). Récupéré du site de l'auteur: https://www.institutmontaigne.org/publications/economie-circulaire-reconcilier-croissance-et-environnement

28. Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). (2014. octobre). *Économie circulaire : notions*. Récupéré du site de l'auteur: https://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20141124_ademe_economie_circu.pdf

29. Site de Yahoo consulté le 28 février 2024

- On retrouve dans la sélection du portefeuille Bourstad 9 fonds négociés en bourse ou gérés activement qui se sont dotés d'objectifs de placement explicitement orientés sur les facteurs ESG :
    - Invesco Cleantech Portfolio (ERTH)
    - PowerShares Wilderhill Clean Energy Portfolio (PBW)
    - SPDR Series Trust SSGA Gender Diversity Index (SHE)
    - Guggenheim Solar ETF (TAN)
    - Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Vision RBC - Série D (RBF1430:CA)
    - iShares ESG Aware MSCI Canada Index ETF (XESG:CA)
    - Fonds nord-américain équilibré de développement durable TD - D (TDB2213:CA)
    - iShares ESG Canadian Aggregate Bond Index ETF (XSAB:CA)
- D'autres fonds obtiennent d'excellentes évaluations. Par exemple, le Fonds science et technologie TD reçoit de Morningstar un excellent score de durabilité de 5 globes[30].

[30.] Site de Morningstar, consulté le 28 février 2024. Pour voir cette évaluation saisissez le symbole du fonds (TDB3098) dans la zone «Rechercher les cotes et le site». Cliquez ensuite sur l'onglet «Sustainability» dans la section d'information sur le fonds.

ANNEXE 1

COMPOSANTES DE L'INDICE S&P/TSX DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DES TECHNOLOGIES PROPRES

Liste des titres constituant l'indice S&P/TSX des énergies renouvelables et des technologies propres, parmi la sélection du portefeuille Bourtstad[31] :

- Ballard Power Systems Inc. (BLDP:CA)
- Boralex Inc. Class A Shares (BLX:CA)
- Brookfield Renewable Partners L.P. (BEP.UN:CA)
- Cascades Inc. (CAS:CA)
- Compagnie Électrique Lion (LEV:CA)
- EcoSynthetix Inc. (ECO:CA)
- Innergex énergie renouvelable inc. (INE:CA)
- Northland Power Inc. (NPI:CA)
- Polaris Infrastructure Inc. (PIF:CA)
- SunOpta Inc. (SOY:CA)

31. Site à consulter : https://www.theglobeandmail.com/investing/markets/indices/TXCT/components/

ANNEXE 2

TITRES DE LA SÉLECTION DU PORTEFEUILLE BOURSTAD 2024 PARMI LES 100 ENTREPRISES LES PLUS DURABLES DE LA PLANÈTE DE CORPORATE KNIGHTS

Voici la liste des titres de la sélection du portefeuille Bourstad que l'on retrouve parmi les 100 entreprises les plus durables du monde selon Corporate Knights[32] :

- Stantec Inc (9)
- WSP Global Inc (12)
- Wheaton Precious Metals Corp (26)
- Brookfield Renewable Partners LP (27)
- Hydro One Ltd (32)
- Cascades Inc (38)
- Tesla Inc (46)
- SAP SE (48)
- NIO Inc (50)
- BCE Inc (51)
- Novo Nordisk A/S (53)
- Cisco Systems Inc (64)
- KB Financial Group Inc (65)
- Sanofi SA (66)
- HP Inc (67)
- Apple Inc (71)
- Cogeco Communications Inc (73)
- Unilever PLC (76)
- Xerox Holdings Corp (77)
- Sun Life Financial Inc (79)
- Telus Corp (85)
- Teck Resources Ltd (92)
- AstraZeneca PLC (95)
- IGM Financial Inc (96)
- Manulife Financial Corp (98)

Note : entre parenthèses, le rang de l'entreprise dans le classement.

32. Site à consulter : https://www.corporateknights.com/rankings/global-100-rankings/2024-global-100-rankings/the-20th-annual-global-100/

Partenaires Or

Partenaire média francophone

Partenaires Argent